« On est resté l'écume du métier. »

Le groupe des mineurs de la Vallée du Jiu (Roumanie) disloqué par les restructurations, 1997-2013

“We remained the foam of the trade.” *The impact of industrial restructurings on Jiu Valley coal miners (Romania), 1997-2013*

Maria Voichița Grecu

Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6256>

DOI : 10.4000/travailemploi.6256

ISSN : 1775-416X

Éditeur

DARES - Ministère du Travail

Édition imprimée

Date de publication : 15 mars 2014

Pagination : 123-138

ISSN : 0224-4365

Référence électronique

Maria Voichița Grecu, « « On est resté l'écume du métier. » », *Travail et Emploi* [En ligne], 137 | janvier-mars 2014, mis en ligne le 01 janvier 2016, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/travailemploi/6256> ; DOI : 10.4000/travailemploi.6256

« On est resté l'écume du métier. » Le groupe des mineurs de la Vallée du Jiu (Roumanie) disloqué par les restructurations, 1997-2013 (*)

Maria Voichița Grecu(**)

« Nous avons démarré la restructuration du secteur minier et obtenu en quelques mois ce que d'autres pays ont réalisé en plusieurs dizaines d'années. » Ces mots, prononcés par le chef du gouvernement roumain en décembre 1997, évaluent quantitativement le succès des départs volontaires avec incitation financière qui se sont soldés, dans le cas du bassin de la Vallée du Jiu, par une réduction des effectifs des mines de 39% en moins de trois mois. L'article revient sur cet événement et le resitue dans l'histoire longue des restructurations qui se sont succédé jusqu'en 2013. Il dégage des pistes d'interprétation, avec des variations d'échelle et une perspective longitudinale, pour expliquer pourquoi les mineurs ont accepté les plans de départs collectifs et comment cela a affecté, objectivement comme subjectivement, le groupe social que composent les mineurs. L'objectif de l'article est ainsi double : il s'engage dans le débat sur la part de l'« héritage » du socialisme d'État dans les transformations qu'a subies la condition ouvrière après 1989 et analyse les recompositions identitaires du groupe des mineurs sous l'angle de l'évolution de ses rapports au travail.

En tant qu'acteur collectif, les mineurs du bassin charbonnier de la Vallée du Jiu, dans le sud-ouest de la Roumanie, n'ont rien d'ordinaire. Incarnation par excellence de la classe ouvrière roumaine et porteurs privilégiés de l'idéologie du socialisme d'État avant 1989, ils ont propagé leur renommée après la chute du régime par de nombreuses mobilisations collectives, et ont constamment fait peser la menace de troubles sur les différents gouvernements. L'intensité, la violence et les succès relatifs de leurs actions syndicales ont fait d'eux un acteur politique fort en Roumanie, au début des années 1990. Figure d'exception parmi les mouvements ouvriers post-socialistes, d'ordinaire dans une position sociale et politique défavorable et considérés, globalement, comme impuissants (ASHWIN, 1999 ; CROWLEY, OST, 2001 ; CROWLEY, 2004), les mineurs de la Vallée du Jiu ont semblé, pendant un certain temps, pouvoir tirer eux-mêmes les fils de leur destin.

Cependant, c'est au titre d'« ouvriers ordinaires », sans légitimité particulière à faire valoir pour être entendus (BEAUD, PIALOUX, 1999, p. 33 et p. 435), qu'on leur a prêté une voix dans les travaux de sciences sociales et, notamment, d'anthropologie. Pour reprendre les mots de Vintilă MIHĂILESCU (2006), « c'est seulement après que l'opinion

publique a mis à distance les gueules noires et en a fait un « Autre » de la société roumaine » (p. 32) que les chercheurs ont commencé à les étudier. Avec le déclenchement des restructurations de l'industrie charbonnière en 1997, l'image de forteresse ouvrière de la Vallée du Jiu s'est rapidement estompée, dévoilant la fragilisation de ses habitants et la dégradation de leurs conditions d'existence. Les recherches ont révélé une communauté locale hétérogène (CRĂCIUN *et al.*, 2002), divisée et fortement touchée dans son vécu par les effets négatifs du chômage de masse, des subjectivités marquées par des sentiments d'angoisse et de honte (FRIEDMAN, 2003, 2007) et, globalement, une classe ouvrière en profonde déstructuration (KIDECKEL, 2002, 2008). Les journalistes tendent, eux aussi, à brosser un portrait sombre de ce que certains surnomment la « Vallée des larmes »⁽¹⁾.

Comment expliquer l'effondrement brutal du groupe social des mineurs ? Est-il aussi net et définitif que les enquêtes menées jusqu'au milieu des années 2000 le laissent entrevoir ? Tout en s'inscrivant dans la continuité des travaux cités, cet article tente d'apporter à ces questions quelques éléments nouveaux d'interprétation. Partant d'un aspect souvent négligé, à savoir la forte propension que les mineurs ont manifestée dès le début des

(*) Je remercie particulièrement David Roze et Julien Gros pour leurs relectures et remarques précieuses.

(**) École des hautes études en sciences sociales, Centre Maurice-Halbwachs, Équipe Enquêtes, terrains, théories (ETT) / École nationale des sciences politiques et administratives, Bucarest ; maria.grecu@gmail.com

(1) Cf. « Les mineurs oubliés de la Vallée des larmes » (*Die Tageszeitung*, 13 janvier 2012, en version française sur PressEurope) ou « La vallée minière du Jiu, une catastrophe économique et humaine » (*Romania Libera*, 25 février 2012, en version française dans *Courrier international*).

restructurations à répondre favorablement aux plans de départs dits «volontaires», nous montrerons qu'aux déterminations économiques et politiques du déclin minier, s'ajoutent aussi des facteurs sociaux qui tiennent au processus même de construction du groupe ouvrier. La morphologie de ce dernier pèse comme critère ultime dans son affaiblissement et sa segmentation et joue, par la suite, sur ses recompositions identitaires. Une analyse longitudinale des expériences subjectives des restructurations permet de révéler leur ambivalence et de montrer comment, en fonction des différenciations internes du groupe des mineurs et en lien avec divers changements sociaux plus larges, les licenciements ont été vécus à la fois comme destructeurs et avantageux, comme une contrainte et une opportunité. Encore d'actualité aujourd'hui, les restructurations des mines de la Vallée du Jiu ont engendré des transformations identitaires qui rendent compte aussi bien de la division initiale du groupe ouvrier que d'un ensemble de réajustements nécessaires pour sa continuité.

S'appuyant sur un matériau empirique recueilli lors d'enquêtes ethnographiques successives menées entre juillet 1999 et mai 2013 (voir encadré 1), l'analyse se développe en trois temps. La première partie retrace à grands traits l'histoire récente de la Vallée du Jiu et la relative apathie des syndicats face à la politique spécifique de privatisation-restructuration des houillères. Ensuite, la deuxième partie insiste sur la morphologie du groupe des mineurs, leur attitude vis-à-vis du départ volontaire s'avérant être un révélateur des rapports différenciés des ouvriers au travail à la mine. Enfin, la troisième partie examine la transformation des expériences subjectives de la restructuration et met l'accent sur les réaménagements identitaires que celles-ci laissent entrevoir.

Le contexte d'émergence de la politique des restructurations des mines

On l'a souvent fait remarquer : depuis l'effondrement des régimes socialistes, les ouvriers d'Europe centrale et de l'Est ont été les grands «perdants» des transformations économiques (BAFOIL, 2000 ; PLESSZ, 2012). Sous l'effet des chocs internes et externes engendrés par la libéralisation des marchés, les salaires réels des ouvriers ont fondu d'un tiers, pendant les années 1990, ranimant ainsi le spectre de la Grande Dépression (CROWLEY, 2004). La chute de la production et des emplois dans le secteur industriel et, notamment dans l'industrie lourde, a été sévère dans tous les pays de la région. En Roumanie, la part de l'industrie dans le PIB (produit intérieur brut) a diminué considérablement entre 1990 et 2009, passant de 40,5 % à 24,5 %, et les effectifs industriels ont atteint 1,7 million de salariés en 2012, alors qu'ils s'élevaient à 4,7 millions vingt-deux ans

auparavant. De même, les activités extractives ont subi un déclin important perdant, depuis la chute du régime, plus de trois quarts de leur main-d'œuvre (soit presque 200 000 personnes)⁽²⁾.

Encadré 1 Une ethnographie de longue durée sur un groupe disloqué

Cette enquête repose sur des observations ethnographiques, des archives de nature variée, et sur plus de soixante-dix entretiens réalisés auprès d'hommes et de femmes, qu'ils soient salarié/es de la mine (mineurs, autres ouvriers et cadres), salarié/es dans d'autres entreprises locales ou sans emploi. Nous avons également suivi de près, dans une perspective longitudinale, plusieurs trajectoires individuelles et familiales. L'enquête ethnographique de longue durée, menée dans le cadre d'une recherche doctorale en anthropologie, s'est déroulée entre mai 2005 et janvier 2007. Les données recueillies avant 2005 correspondent à des stages de terrain collectifs et à des enquêtes individuelles conduites dans le cadre de notre formation en sociologie à l'université de Bucarest. Les retours sur le terrain postérieurs à 2007 ont complété l'enquête ethnographique et s'expliquent en partie par la difficulté à laquelle nous avons été confrontée pour obtenir des données statistiques et archivistes. Notre dernier séjour sur le terrain a eu lieu en mai 2013, lorsque nous avons participé à un atelier franco-roumain organisé par une équipe d'architectes sur le thème du patrimoine industriel.

Toutefois, à l'image de la complexité et de la variété des transitions postsocialistes (BURAWOY, VERDERY, 1999 ; DOBRY, 2000), cet effondrement industriel a enregistré des formes multiples et des décalages temporels significatifs selon les pays, les secteurs d'activité et les entreprises. À cet égard, le cas des houillères de la Vallée du Jiu s'avère intéressant à examiner. Alors que, sous la pression internationale, dès le début des années 1990, les pays voisins comme la Hongrie, la Bulgarie ou la Pologne, certes un peu plus éloignée, commencent à prendre, non sans difficultés et résistances, des mesures de réduction d'effectifs et de privatisation des entreprises d'État⁽³⁾, la politique de restructuration économique des mines de cette vallée ne débute qu'en 1997. En ce qui concerne la privatisation, la question n'a été soulevée que très récemment, après la division en 2013 de la Compagnie nationale de la houille (CNH) en deux sociétés regroupant, selon leur performance économique, les sept mines restantes : la première société (la Société nationale de fermeture des mines)

(2) Sources : Institut national de statistique (<http://statistici.INSSE.ro/shop/>); *Annuaire statistique de la Roumanie*, 2008 et 2011), SURUBARU (2007).

(3) Pour la Pologne, voir par exemple BAFOIL (1996) ou DUNN (2004).

a pour objectif de liquider les trois mines qu'elle chapeaute tandis que la seconde (la Société nationale de la houille Petroșani) doit privatiser les autres.

Traversées par d'importants enjeux politiques, ces particularités s'inscrivent dans une histoire complexe et souvent opaque du bassin de la Vallée du Jiu⁽⁴⁾. D'innombrables scandales de corruption, endémique et liée au détournement des fonds publics et au pillage de l'ancien patrimoine industriel socialiste d'État, l'assombrissent et en limitent la compréhension. Dans ce qui suit, nous allons nous arrêter sur trois types de causes généralement avancées pour expliquer le déclin minier : des facteurs d'ordre économique et géopolitique qui ont joué de manière incontestable sur la politique économique de la Roumanie et sur le destin des anciennes entreprises socialistes d'État ; la modification des rapports politiques et la disparition des alliances plus ou moins explicites entre le gouvernement et les mineurs (GLEDHILL, 2005) ; des facteurs internes au syndicalisme minier enfin qui, selon certains auteurs, ont dissimulé, derrière l'image d'un lobby puissant, des « faiblesses stratégiques » qui n'ont fait qu'augmenter la vulnérabilité du groupe des mineurs (KIDECKEL, 2001). La conjonction de ces trois facteurs explique l'existence, en 1997, d'un changement des rapports de force, à la fois en défaveur des mineurs par rapport à l'État et de ce dernier par rapport aux instances internationales comme l'Union européenne et le Fonds monétaire international (FMI) (SZNAJDER, 2006).

Des mines d'État reflets de l'industrialisation à outrance

Depuis l'ouverture des premiers puits il y a 150 ans, ce bassin que les habitants ont l'habitude d'appeler « la Vallée⁽⁵⁾ » a représenté le haut lieu de l'extraction de la houille en Roumanie. À son importance stratégique en tant que pourvoyeur principal de charbon du pays, se sont ajoutés différents enjeux après la guerre. Nationalisées en 1948, les mines sont devenues le moteur principal du projet de rattrapage de modernisation du pays (MURGESCU, 2010) et ont constitué un des piliers économiques et idéologiques du régime socialiste. La politique accélérée d'industrialisation et la pression exercée par l'agenda énergétique ont poussé la production nationale de charbon de 3,9 millions de tonnes en 1950 à plus de 66 millions en 1989. Même si la part de la houille a baissé durant cette période de 64 % à 16 % en faveur du lignite (extrait notamment dans les mines à ciel ouvert du bassin de l'Olténie),

l'importance de la Vallée en tant que secteur industriel prioritaire de l'économie roumaine n'a eu de cesse de s'accroître⁽⁶⁾.

L'expansion de l'industrie charbonnière avant 1989 ne s'est pas faite sans d'importantes contradictions. Bien que les ressources en houille de la Roumanie aient été, à la différence de celles des autres producteurs du bloc socialiste, plus modestes et réservées à la consommation interne, les moyens mobilisés pour l'accroissement du secteur minier n'ont pas été pour autant plus modérés qu'ailleurs, témoignant bien du processus d'« industrialisation à outrance » (BAFOIL, 2002) si répandu dans les pays de l'Est. De 1970 à 1989, le nombre de mines du Combinat minier de la Vallée du Jiu (CMVJ) a presque doublé (s'élevant à 15 mines en 1989), et les effectifs sont passés de 26 000 salariés à plus de 60 000, concentrant 73 % de l'ensemble des salariés du bassin à la chute du régime⁽⁷⁾. Les conditions géologiques particulières du gisement ont rendu l'exploitation extensive de la houille difficile et coûteuse. À cela s'ajoutent les déficiences du système d'économie planifiée, le gaspillage démesuré lié au productivisme, qui s'est concrétisé notamment par l'ouverture de puits ayant fourni très peu de charbon (voire pas du tout), les échecs de modernisation technologique et des dépenses considérables dus à une main-d'œuvre pléthorique dont le *turn-over* a toujours été extrêmement élevé⁽⁸⁾.

La dissolution juridique du CMVJ après 1989 et la création de la Régie autonome de la houille (RAH jusqu'en 1998 et CNH depuis) a renforcé la centralisation administrative des mines et les a maintenues sous le contrôle de l'État. La légère restructuration organisationnelle des années 1990 n'a pas entraîné une véritable rénovation : les services externalisés sont revenus plus chers et différentes activités industrielles destinées à être privatisées ont servi essentiellement les intérêts des managers et le commerce émergent de revente de vieille ferraille⁽⁹⁾. La dépendance financière de la RAH à

(6) Sources : CNH, BARON (1998), MURGESCU (2010).

(7) Sources : CNH et Archives départementales Hunedoara, Direction régionale de la statistique 1948-1991, Inv. 904, Dossier 35/1990.

(8) D'après les archives de la CNH, on constate que, pendant toute la durée du régime, le volume des flux de main-d'œuvre sur vingt-quatre mois était généralement deux fois plus important que la moyenne des effectifs des mines sur ces mêmes vingt-quatre mois.

(9) Par exemple, les directeurs des entreprises issues de la privatisation des anciennes usines de réparation et de production d'équipement minier du CMVJ ont fait l'objet, durant les années 1990 et 2000, de plusieurs enquêtes pour fraude fiscale. Ces managers sont par ailleurs accusés par les ouvriers d'avoir dérobé les fonds des entreprises et d'avoir tiré profit des contrats signés avec la RAH puis la CNH en leur nom propre. En outre, il est établi que le rétrécissement de l'activité industrielle a aussi permis un autre type de profit résultant de la revente informelle des outils et structures métalliques auprès des nombreuses entreprises de collecte de ferraille qui ont émergé dans la Vallée.

(4) À l'exception d'une thèse en cours à l'université de l'Illinois, il n'existe pas de véritable étude d'histoire sociale ou économique traitant de l'évolution du bassin après 1940.

(5) Il se trouve dans la dépression de Petroșani dans les Carpates méridionales et s'étale le long des deux affluents est et ouest du Jiu, sur les rives desquels se sont développées six villes avec les mines afférentes.

l'aide publique s'est intensifiée, le renflouement périodique des mines leur permettant de survivre à leurs déficits chroniques, tout en perpétuant les effets néfastes du « syndrome de contrainte budgétaire lâche » (KORNAI, 2001). Ainsi, les arriérés de paiement se sont multipliés par huit entre 1993 et 1996, la grande majorité (plus de 80 % en 1996) concernant les obligations envers les budgets d'État et de la sécurité sociale⁽¹⁰⁾.

Des syndicats miniers influents mais passifs face aux licenciements

Selon l'avis général des chercheurs, si la comparaison entre l'avant et l'après-1989 dans le secteur minier révèle plus de continuités que de ruptures, cela est dû dans une grande mesure à la force collective des mineurs et au rôle politique qu'ils ont joué au début de la transition. L'histoire des révoltes minières dans la Vallée, depuis l'affirmation politique d'une volonté d'autonomie régionale ouvrière lors de la déclaration de la « République du diamant noir » en novembre et décembre 1918⁽¹¹⁾ jusqu'à la grève générale emblématique des 2 et 3 août 1977, célèbre pour avoir fait venir Ceaușescu dans le bassin pour calmer les esprits⁽¹²⁾, conforte l'image traditionnellement attachée aux mineurs d'« aristocrates du mouvement ouvrier » (CROWLEY, 1997). C'est généralement dans la continuité de cette représentation et en mettant en avant le capital matériel et symbolique acquis par les mineurs sous le socialisme d'État, que plusieurs auteurs justifient la propension des mineurs à l'action collective durant les années 1990 (KIDECKEL, 2008 ; VASI, 2004). Il convient de souligner l'aspect fondateur que prennent, pour l'ensemble des mobilisations de l'époque, les trois premières descentes des mineurs de la Vallée sur Bucarest en janvier, février et juin 1990, appelées depuis *mineriade*⁽¹³⁾. La tournure prise par ces événements – considérés comme des exemples de politiques mises en œuvre par le pouvoir en place par le biais « d'autres moyens » (GLEDHILL, 2005) – et notamment, celle de la descente de juin dont la violence a été extrême⁽¹⁴⁾ – révèle les mineurs sous un jour nouveau : agissant à la manière de milices populaires, ils scellent une alliance politique avec le pouvoir et, particulièrement, avec Ion Iliescu, ex-cadre communiste et

président entre 1990 et 1996. Bien qu'ils ternissent l'image des mineurs et contribuent ultérieurement à leur déclin (KIDECKEL, 2008), ces événements marquent la naissance d'un acteur syndical qui a réussi à jouer de son influence pour retarder les décisions de réforme systémique des houillères.

À la suite de la première grève des mineurs organisée en mars 1990, qui s'achève avec l'acceptation intégrale de leurs vingt-neuf revendications⁽¹⁵⁾, les nouveaux syndicats des mines s'unissent au sein d'une confédération qui prend le nom de Ligue des syndicats miniers de la Vallée du Jiu (LSMVJ). Dirigée d'une main de fer par Miron Cozma⁽¹⁶⁾, la LSMVJ rassemble la quasi-totalité des mineurs (le taux de syndicalisation s'élevant, à l'époque, à plus de 95 %, selon les témoignages des anciens délégués), et représente pendant sept ans différentes autres catégories d'ouvriers et de cadres au niveau local et national. Grâce à son influence, cette ligue contribue sur le plan politique au maintien du *statu quo* et protège la RAH, à la différence, par exemple, de ce qui se produit dans le secteur minier russe et ukrainien (ASHWIN, 1999 ; CROWLEY, 1997), par un octroi privilégié de subventions publiques garantissant aux mineurs la stabilité de l'emploi et un rapport salarial favorable. Cependant, ces succès ont été qualifiés rétrospectivement de « réussites tactiques » au nom de la défense des intérêts privés et collectifs immédiats, dissimulant en réalité, sur le long terme, des déficiences structurelles du mouvement syndical qui n'auraient fait que renforcer la position dominée des ouvriers (KIDECKEL, 2001, 2002).

L'arrivée, suite aux élections de 1996, d'un gouvernement issu de l'opposition démocratique (avec à sa tête le Parti national paysan chrétien-démocrate)⁽¹⁷⁾, désireux de prouver sa volonté d'assumer des réformes structurelles et de se plier aux conditions économiques exigées de la Roumanie en vue de son adhésion à l'Union européenne, met au jour à la fois les alliances politiques flottantes du mouvement syndical et la compétition extrême qui y règne

(10) Source : archives CNH.

(11) Je remercie Ancla Glonț d'avoir attiré mon attention sur cet épisode peu connu qui est, par exemple, évoqué dans les mémoires de Dominic Stanca (1935).

(12) Voir, par exemple, « Une lettre angoissée de 22 mineurs roumains », *Libération*, 12 octobre 1977, p. 16.

(13) Pour un aperçu des controverses associées aux *mineriades*, se référer à Rus (2009).

(14) Les contestataires opposés au président et au gouvernement, rassemblés depuis plusieurs semaines dans une manifestation-marathon pacifique sur la place de l'Université, se trouvent à cette occasion réprimés avec brutalité. Le bilan officiel dénombre 6 morts, plus de 550 blessés et 1 000 arrestations.

(15) Notamment l'augmentation des salaires et de différentes indemnités, la diminution du temps de travail de 48 heures à 40 heures par semaine (plus tard, à 30 heures par semaine), et la baisse de l'âge de la retraite à 45 ans pour 20 ans de travail au fond de la mine.

(16) Figure des plus controversées, il se fait remarquer lors des négociations avec le gouvernement en mars 1990 et devient quelques jours après leader des mineurs. Il est arrêté en 1997 pour sa participation à la *mineriade* de juin 1990 et à celle de septembre 1991, qui débouche sur la démission du gouvernement. Il sort de prison en 1998 puis, accusé d'« instigation à la sape du pouvoir d'État » pour ces mêmes événements de 1991, est de nouveau incarcéré en février 1999. Ses liens avec Ion Iliescu ont toujours été sujet de débat. Gracié par celui-ci à la fin de son troisième mandat présidentiel (2000-2004), il retourne en prison quelques jours plus tard pour être libéré définitivement en décembre 2007.

(17) Précisément une coalition entre, d'une part, la Convention démocrate roumaine (CDR), structurée autour des libéraux, des chrétiens-démocrates et de différentes associations civiques et, d'autre part, l'Union sociale-démocrate (USD).

en interne (KIDECKEL, 2001; MUNTEAN, 2011). Si l'arrestation de Miron Cozma fragilise certainement la LSMVJ et contrarie l'action collective, l'orientation libérale et réformiste des acteurs syndicaux les amène, comme dans les autres pays est-européens (OST, 2009; GUILLAUME, POCHIC, 2010) à accompagner les privatisations plus qu'à s'y opposer. Lancé par le Premier ministre Victor Ciorbea, avocat de profession et ancien leader syndical d'une confédération nationale, le protocole de réforme de l'industrie minière est signé au niveau national par une commission tripartite à laquelle prennent part des partenaires syndicaux proches du gouvernement, dont la Centrale nationale confédérative des syndicats miniers de Roumanie qui représente les mineurs du bassin de l'Olténie et non ceux de la Vallée du Jiu. Dans ces conditions, la LSMVJ se retrouve devant le fait accompli et, à l'exception d'une augmentation des salaires obtenue suite à la grève déclenchée dans la Vallée en juin 1997, elle ne parvient pas à négocier de protections supplémentaires en faveur des mineurs.

Les restructurations sont déclenchées en septembre 1997 sur la base d'un court texte législatif de huit articles (Ordonnance d'urgence gouvernementale 22/1997) qui permet, à tous ceux qui le désirent, d'arrêter leur travail dans l'industrie charbonnière en échange d'indemnités de départ, dont le montant maximum s'élève à environ 2 300 \$, soit environ dix mois du salaire moyen d'un salarié de la CNH. Appelée dans le langage courant *disponibilizare* (i. e. action de rendre disponible), ce décret consacre le commencement d'une « thérapie de choc retardée » (FRIEDMAN, 2007) aux effets dévastateurs pour le groupe des mineurs. En moins de trois mois, 15 900 salariés des mines de la Vallée, soit 39 % des effectifs, quittent leurs postes. Depuis, la CNH a connu un même nombre de départs collectifs échelonnés au fil des années (voir annexe, graphiques 1 et 2). Articulé exclusivement autour des mesures d'incitation financière et des mesures passives de protection sociale des chômeurs (voir encadré 2), le programme de restructurations s'appuie à la fois sur les contraintes exercées sur le travail et sur le choix délibéré des mineurs de quitter le secteur.

Disponibilizare et rapports différenciés au travail à la mine

Après avoir brièvement analysé les ressorts économiques et politiques des restructurations, il est important de s'interroger sur les significations du consentement des mineurs au programme de départs volontaires avec indemnités (*disponibilizare*). Comment expliquer le fait que les départs dits « volontaires » prennent une telle ampleur en septembre 1997 alors que, quelques mois auparavant, les mineurs ont fait grève, à l'appel de la LSMVJ, contre le plan de restructuration annoncée

Encadré 2

Modalités techniques des indemnités de départ / allocations de chômage

La politique de restructuration a été initiée sans programme préalable, une « stratégie minière » n'étant esquissée qu'en 2002 et fixée par la loi en 2004 (décision gouvernementale 615/2004). Le support légal des restructurations est fait essentiellement d'ordonnances d'urgence gouvernementales (OUG 22/1997, 60/1997, 68/1998, 8 /2003, 116/2006 et 36/2013) qui précisent les conditions d'attribution des indemnités de départ et de chômage.

De 1997 à 1999, les sortants touchent douze, quinze ou vingt mois du salaire moyen d'un salarié dans l'industrie extractive (avec un supplément de trois mois octroyé par la RAH en 1997), suivant la tranche d'ancienneté à laquelle ils appartiennent (entre six mois et cinq ans, entre cinq et quinze ans, ou supérieure à quinze ans). Ces indemnités représentent, en 1997, entre six et dix mois du salaire moyen brut d'un salarié de la CNH et entre dix et seize mois du salaire net d'un mineur d'abattage. En 1999, à la différence des années précédentes, le versement des indemnités de départ est échelonné sur plusieurs mois, leur paiement en une seule fois étant soumis à la condition d'investir l'argent dans une entreprise ou une association. Parallèlement, à l'époque, les salariés sortants bénéficient, pendant neuf mois, d'indemnités de chômage variables en fonction de l'ancienneté et du métier, dont le montant maximum s'élève à 60 % de leur ancien salaire moyen brut au cours des trois derniers mois de travail.

À partir de 2002, les montants des primes de départ sont fixés par la CNH, d'abord sans tenir compte de l'ancienneté dans l'entreprise et ensuite, à partir de 2010, selon des tranches d'ancienneté spécifiques. Ainsi, au milieu des années 2000, tous les sortants reçoivent, au moment du licenciement, environ neuf et, plus tard, dix mois du salaire moyen brut d'un salarié de la CNH, soit presque 5 000 \$ en 2004 et 2005, et 7 000 \$ en 2006. En 2010, les sommes varient de 2 000 \$ à 8 000 \$, soit de trois à douze mois du salaire moyen net d'un salarié de la CNH, selon l'ancienneté au travail des sortants (de un à cinq ans, de cinq à quinze ans, de quinze à vingt-cinq ans, et supérieure à vingt-cinq ans). À ces primes s'ajoutent, tout au long des années 2000, une somme équivalente à deux mois du salaire moyen net national. Selon leur situation, les sortants reçoivent ensuite entre six et douze mois d'allocations de chômage (alors égales à 75 % du salaire minimum brut national) et, parallèlement, entre treize et vingt-quatre mois d'indemnités « additionnelles », variables selon les cas mais nécessairement inférieures au salaire moyen national.

par le gouvernement ? Quel sens donner, en outre, à l'acceptation des licenciements de la part des mineurs, sachant que, selon l'administration et les représentants syndicaux, elle est unanime, y compris au cours de l'importante crise économique qui frappe le bassin au tournant des années 2000 ?

Un consentement massif aux départs volontaires *a priori* surprenant

À la fin des années 1990, les médias se servent de l'amplitude des départs collectifs pour renforcer la stigmatisation des mineurs à travers des propos moralisateurs qui mettent en avant leur apparente ignorance, fainéantise et goût exagéré pour l'argent. Les chercheurs, au contraire, voulant se distancier d'une telle perception, remettent en question la dimension « volontaire » des départs et insistent sur les diverses médiations qui marquent leur mise en œuvre. Laissant dans l'ombre les motivations réelles des mineurs et le caractère délibéré de leur décision de quitter leur poste, ils soulignent les incertitudes inhérentes au commencement des restructurations, les rumeurs abondantes concernant la fermeture imminente des mines, la création de nouveaux emplois, ou encore la réembauche des sortants dans les mêmes mines au bout d'un an (GRECU, 2002 ; KIDECKEL, 2008 ; KIDECKEL *et al.*, 2000).

Sans aucun doute, le constat de la « réussite » des *disponibilizări* n'est intelligible que s'il est replacé dans sa configuration sociopolitique. D'abord, sous la pression européenne relative à l'attribution de l'aide d'État pour la restructuration des secteurs publics, les réductions d'effectifs s'imposent comme une mesure incontournable à laquelle il faut se résigner. Ensuite, ratifiées dès le début par un accord tripartite national, les *disponibilizări* en semblent d'autant plus inévitables et, dans la confusion ambiante, passent pour une opportunité. D'après le leader actuel de la LSMVJ, les représentants syndicaux en poste en 1997 ont manqué à leur devoir : il les accuse de ne pas avoir informé correctement les salariés et d'avoir participé, certains délibérément, d'autres inconsciemment, à un jeu politique obscur censé fragmenter et affaiblir le mouvement ouvrier. C'est ce que dénonce d'ailleurs encore à présent un ancien mineur, représentant syndical entre 1990 et 1995, qui a décidé de partir lors de la première vague de restructurations :

« Incompétents, lâches ou traîtres..., je ne sais pas comment les qualifier. Tu m'as demandé si j'ai su ce qui allait venir. Non. Décidément non. Personne ne m'a dit quoi que ce soit. Je ne peux pas dire que j'étais encore proche de la Ligue, je l'avais quittée quand même parce que je n'étais pas d'accord avec leurs affaires, mais personne n'a dit "Hé, Costin⁽¹⁸⁾, attends un peu, ne pars pas maintenant" ou..., je sais pas. »

(60 ans, mineur retraité, février 2012.)

En outre, quelques anciens délégués interviewés laissent entendre que les syndicats ont dû cautionner le premier plan social, rapprochant ainsi leur position de celle prise par les directions des mines. À travers des témoignages plus mesurés que ceux

des cadres de l'administration et ponctués par d'importants non-dits, ils évoquent une certaine « épuration » par rapport à une main-d'œuvre considérée comme pléthorique :

« Les mines étaient remplies de toutes sortes d'hommes, vous vous imaginez bien qu'il fallait qu'ils partent. Il n'y avait pas d'intérêt à garder tout le monde et donc il n'y avait pas d'intérêt à s'opposer à tout départ. »

(54 ans, mineur retraité, ancien délégué syndical, février 2012.)

Mais la volonté, assumée de façon plus ouverte par les directions, de se livrer à un tri entre les travailleurs estimés indispensables et ceux qui sont considérés comme indésirables, a dans les faits un effet assez limité en raison de l'absence de moyens légaux pour interdire ou freiner les demandes de départ. Celles-ci dépassent finalement les attentes des syndicats et des dirigeants ; si les tentatives pour convaincre les ouvriers de rester à la mine échouent, c'est, comme l'affirme un ancien directeur, parce qu'ils souhaitent vraiment partir :

« Tous auraient voulu partir s'ils l'avaient pu, mais moi, j'ai essayé de les arrêter. Ils ont crié au scandale, comme quoi on voulait garder nos fauteuils et qu'on ne les laissait pas partir à cause de ça. Bon, j'ai dit "d'accord, vous pouvez partir", mais j'ai discuté personnellement avec environ 400 personnes, jour après jour, je ne pouvais pas leur parler en groupe puisque j'étais, entre guillemets, le représentant du gouvernement. C'était en vain. Après, je leur ai dit que pour tous les autres, j'avais de la pitié mais pour eux non, parce que je leur avais dit de ne pas partir. [...] Et ils sont repartis dans leurs villages où ils ont bien vécu tant qu'ils ont eu de l'argent et ensuite ils sont rentrés ici sans rien. »

(58 ans, directeur successivement de deux mines entre 1996 et 2001, retraité, avril 2012.)

Ces propos vont dans le sens d'une lecture qui voit le programme de *disponibilizare* comme une réussite en termes de médiations sociopolitiques spécifiques, avec des syndicats que nous pouvons supposer ouverts au principe des départs « volontaires », par crainte aussi des restructurations à venir, aux conditions de départ supposées moins avantageuses. Mais ils mettent également en relief une question sous-explorée et pourtant centrale dans la compréhension du phénomène : la morphologie du groupe des mineurs. Sous l'effet des restructurations, la communauté minière s'éloigne de l'image d'un tout homogène à l'intérieur duquel les individus auraient un rapport à la mine d'une même nature et intensité. Elle se dévoile comme un espace aux formes d'investissement et d'appartenance variées. Approchée dans cette perspective, la propension des mineurs à répondre favorablement aux *disponibilizări* met à mal une conception idéalisée de l'identité minière (voir encadré 3) et prend sens sur fond de paradoxes et de divisions qui traversent la classe ouvrière roumaine.

(18) Il convient de préciser que les extraits d'entretien ont été traduits par l'auteure et que tous les noms des mines et de personnes citées sont fictifs.

Encadré 3

Combien de «mineurs» dans les effectifs des mines et les départs volontaires⁽¹⁾ ?

Le langage courant utilise le terme générique de «mineur» pour désigner tout ouvrier qui travaille à la mine, que ce soit au fond ou en surface. C'est généralement ainsi que nous l'employons dans l'article, sauf précision contraire. Il convient néanmoins de souligner son sens spécifique, qui fait référence au niveau maximal de qualification qu'un ouvrier peut atteindre dans le travail au fond de la mine suite à un stage de formation. Pour les ouvriers, outre cette identification, d'autres critères de reconnaissance doivent être pris en considération, comme la maîtrise du métier et la capacité de prendre des risques et des responsabilités aussi bien par rapport aux tâches à réaliser que par rapport à la vie des membres de l'équipe.

Bien que les positions objectives dans la hiérarchie professionnelle ouvrière puissent correspondre à un certain niveau d'investissement dans le travail, elles rendent difficilement compte du choix de rester ou de quitter la mine. Généralement, les «mineurs» représentent moins de 20 % des ouvriers et leur proportion parmi les salariés qui quittent le travail reste significative tout au long des restructurations. Dans la mine Zarea, par exemple, presque 18 % des sortants sont des mineurs en 1997, 13 % en 2003, plus de 30 % en 2004 ou 23 % en 2010. Ainsi, bien qu'il soit un signe d'intégration plus importante dans le travail minier, le fait d'avoir un poste au fond de la mine ou de posséder la qualification de mineur ne semble pas quantitativement influencer sur les départs.

Il faut également noter qu'il s'agit là exclusivement d'hommes. Les femmes, ouvrières et cadres recensées en tant que salariées ayant un poste au fond de la mine sont celles qui, par la nature de leur travail, doivent de temps à autre descendre au fond (évaluatrices⁽²⁾, topographes, ingénieures, etc.). Avant les premières *disponibilizări*, un peu plus de 15 % des salariés étaient des femmes, ce ratio se maintenant au cours des années 2000.

(1) Deux importantes limites à nos affirmations tiennent à la grande mobilité des personnes dans les mines et à la nature fragmentaire des données statistiques existantes.

(2) Qui déterminent les tâches qui doivent être accomplies et établissent des normes de travail.

Un révélateur de la morphologie fracturée du groupe des mineurs

Célébré par la propagande communiste en tant que symbole incontestable de la classe ouvrière, le groupe des mineurs de la Vallée a toutefois connu une évolution plus fracturée et différenciée que ce que les récits historiques ont l'habitude d'évoquer. Amplement renouvelé après la guerre (de 1950 à 1958, les effectifs sont composés majoritairement de

militaires, leur proportion atteint 71 % en 1954⁽¹⁹⁾), il se constitue, à partir des années 1960, de nouveaux arrivants, principalement d'origine rurale et agricole, issus de flux migratoires incessants et massifs qui s'ajoutent aux populations anciennement installées. Même si la pression politique d'uniformisation par le travail et le logement progresse, et est bien réelle, le groupe des mineurs ne cesse de se diversifier jusqu'à la veille des restructurations en raison de deux phénomènes : d'une part, après la grève de 1977, l'amplification des recrutements, à des fins politiques, notamment de travailleurs provenant des régions pauvres et moins industrialisées de l'est et du nord-est de la Roumanie (dans les départements de la Moldavie); d'autre part, la poursuite des embauches jusqu'en 1997 étroitement liée à un *turn-over* démesuré⁽²⁰⁾.

Cette évolution, par ailleurs caractéristique, dans ses traits principaux, des processus de formation des classes ouvrières dans les pays est-européens (BAFOIL, 2000), convoque, comme le rappelaient Gérard ALTHABE et Laurent BAZIN (1999), la notion d'ouvrier industriel rattaché symboliquement, socialement et économiquement au village. Étant données les spécificités du bassin charbonnier, la description sociologique doit également s'intéresser aux formes d'enracinement minier⁽²¹⁾. Pour saisir les différentes fractions constitutives du groupe des mineurs, il est nécessaire de penser ensemble les diverses formes d'ancienneté sur le territoire et dans la mine, les rapports à la mobilité géographique et les projets de vie que celle-ci sous-tend, les significations attachées au statut de mineur et au travail, et les liens socio-économiques avec le lieu d'origine.

Si quelques indications quantitatives font ressortir un premier clivage à l'intérieur du groupe lié à l'ancienneté au travail (voir encadré 4), nos entretiens, doublés par la reconstitution d'une trentaine de trajectoires individuelles, permettent d'affiner le constat et de dégager cinq profils d'ouvriers. Loin de se structurer en une typologie statique qui opposerait différentes catégories trait pour trait, ces figures incarnent, d'une manière différenciée, la dynamique des ajustements sociopsychologiques,

(19) Archives départementales Hunedoara, Direction régionale de statistique Hunedoara-Deva, Dossier 3/1959.

(20) Le volume total des salariés gérés par la CNH entre 1990 et 1996, en tenant compte des flux de main-d'œuvre, est deux fois plus important que la moyenne des effectifs en 1989, soit environ 110 000 personnes.

(21) Quelques données quantitatives, aussi imprécises qu'elles soient, éclairent ce point. Sur un échantillon non représentatif de 1 024 chômeurs enregistrés en 2001, Irinel STEGAR (2007, pp. 95-96) recense les raisons pour lesquelles les travailleurs souhaitent quitter la mine : alors que 12 % des enquêtés invoquent comme motif principal leur état de santé, les autres mettent en avant la crainte des prochaines restructurations (32 %), le désir de quitter la Vallée (10 %), l'envie de partir à l'étranger, la peur des accidents, les conditions de travail et salariales, etc.

de positionnements et d'attitudes réclamés par la confrontation au milieu minier⁽²²⁾. Elles symbolisent les variations en nature et degré de l'ancrage des ouvriers dans la Vallée et rendent compte de la stabilité ou instabilité des rapports des ouvriers au travail à la mine.

Encadré 4

Évolution du profil des salariés qui ont quitté les mines entre 1997 et 2010 : un effet d'ancienneté circonstancié

Selon les archives administratives, les deux mines Zarea et Lumina comptent ensemble, au 1^{er} janvier 1997, environ 7380 salariés, dont 2800 ont quitté le travail entre septembre et novembre de la même année. Les salariés partis en premier sont jeunes et nouveaux dans l'industrie charbonnière : 75 % des salariés sortants de la mine Zarea sont dans la tranche d'âge 18-37 ans et ont une ancienneté de huit ans en moyenne. La moitié de ces salariés a commencé à travailler à la mine après 1989 et 80 % d'entre eux à partir de 1986. Sans pouvoir apprécier le nombre de ceux qui ont pu prendre leur retraite juste après leur départ de la mine, il ressort clairement que cela ne concerne qu'une minorité d'entre eux (moins de 10-15 %). Cependant, d'après nos estimations (limitées par la nature partielle des données longitudinales), l'âge et l'ancienneté au travail ne sont corrélés statistiquement au départ de la mine que pour la catégorie des plus âgés. Autrement dit, au début des restructurations, les salariés les plus anciens sont moins prédisposés à partir (ou plus disposés à rester), sans doute en raison de leurs faibles chances de retrouver un emploi ailleurs, de leur aspiration à continuer à cotiser pour leur retraite et, comme nous allons le montrer plus loin, de leur possible ancrage local (minier ou paysan).

De 1998 à 2003, la distribution des âges des salariés sortants de la mine Zarea reste pratiquement inchangée, tout en tenant compte de l'arrêt des embauches et du vieillissement des effectifs : 50 % d'entre eux ont moins de 33 ans en 1998, moins de 34 ans en 1999 et moins de 37,5 ans en 2003. Le profil change par contre à partir de 2004, quand la présence de ceux âgés de plus de 45 ans devient majoritaire. La part des sorties vers la retraite devient depuis plus importante, voire dominante (environ 43 % en 2005, 50 % en 2006 et 61 % en 2010), ce qui s'explique par le vieillissement des mineurs restés après les premiers départs (qui étaient en moyenne déjà plus âgés) et l'introduction de critères de hiérarchisation des départs qui privilégient les retraites anticipées.

Les cinq figures suivantes se distinguent donc en fonction de leur degré d'enracinement dans une communauté locale et du type de communauté de rattachement (rurale-paysanne ou minière-urbaine). Les deux premières figures représentent deux « pôles de stabilité », malgré une opposition quant au rapport au travail à la mine. La troisième, tout en s'inscrivant dans une logique de stabilité, témoigne d'un moindre enracinement minier quand les deux dernières figures symbolisent une absence d'enracinement, vécue différemment selon l'âge et le sentiment de pouvoir, ou non, encore s'adapter au travail dans les mines.

La figure du « **mineur périphérique** » fait référence à la catégorie des ouvriers *momîrlani* – ethnonyme local attribué aux paysans locaux d'avant l'ouverture des mines –, qui ne se sont intégrés dans l'industrie qu'après la seconde guerre mondiale, tout en gardant leur mode de vie et leurs activités traditionnelles (notamment l'élevage), ainsi qu'un niveau élevé d'endogamie communautaire. Formant des communautés rurales compactes, relativement séparées des espaces urbains, ces ouvriers-paysans ont composé avec la réalité minière à partir d'une position « périphérique » qui a privilégié la distinction identitaire paysanne (CRĂCIUN, 2002) au détriment de l'appartenance à la communauté professionnelle. À la mine, ils occupent le plus souvent les emplois d'entretien, emplois en surface ou dans les services annexes, ce qui leur permet d'économiser leur corps, l'effort physique étant nécessaire dans le travail domestique, qui est leur activité principale. D'après une expression indigène, la mine représente pour eux une « vache à lait », un travail secondaire, source supplémentaire de revenus, leur condition ouvrière ayant à leurs yeux une signification plus alimentaire que sociale. Paradoxalement, leur statut d'ouvriers à mi-temps ne les a pas rendus plus vulnérables au moment des restructurations, bien au contraire : lorsque les plans de départs des deux mines Zarea et Lumina sont mis en place entre 1997 et 1999, ces ouvriers-paysans semblent avoir été bien moins nombreux à choisir de quitter leur emploi en échange d'une indemnité⁽²³⁾.

À l'opposé, la figure du « **mineur de tradition** » désigne les ouvriers qui se revendiquent d'une génération d'anciens et ont tendance à chercher refuge dans une certaine « tradition minière ». Ils partagent un culte du mineur et du travail à la mine, un répertoire de valeurs traditionnelles véhiculées par le folklore minier et une identité

(22) L'analyse reprend et développe une idée de typologie proposée au début de nos recherches (MIHAILESCU, GRECU, 2001).

(23) Seulement 12 % et 14 % des *momîrlani* qui travaillaient dans les deux mines de Zarea et Lumina sont partis. Les taux relatifs sont très nettement plus élevés parmi les salariés allochtones, originaires des départements de l'Olténie (37 % et 41 %) ou de la Moldavie (53 % et 52 %), que nous retrouvons surtout parmi les catégories des deux dernières figures de la typologie.

collective enracinée dans une culture de l'effort et de l'honneur appuyée historiquement sur l'image de l'ouvrier stakhanoviste. Leur investissement effectif et affectif dans la mine est élevé. Ces hommes occupent le plus souvent des emplois à responsabilité, notamment de mineurs chefs de taille et trouvent dans le travail une forme de «légitimité haute» (SCHWARTZ, 1990, p. 311), résumée par certains par l'expression «un beau métier à travers lequel on mesure ses propres forces». Le statut de mineur est complètement intégré et représente, sans aucune équivoque, une source de légitimité spécifique. Face aux restructurations, leur appartenance objective et subjective à la communauté professionnelle les protège, la perspective de quitter le travail avant la retraite étant rejetée sans hésitation. Ils sont de fait moins nombreux, en proportion, à quitter la mine à l'occasion des vagues de départs volontaires. Leur ancrage professionnel est manifeste et n'est pas remis en question par d'autres logiques économiques ou familiales. On peut remarquer que les délégués syndicaux sont eux-mêmes souvent des mineurs qualifiés, plutôt âgés, qui ont tendance à dévaloriser le travail réalisé par les autres figures moins «intégrées» et au rapport plus alimentaire et distancié à la mine.

La figure du «mineur adapté» correspond aux ouvriers qui se distinguent par un investissement affectif plus restreint dans le travail à la mine. Même si, dans un autre contexte historique, ils ont pu partager avec les «mineurs de tradition» les mêmes valeurs de travail, ils se révèlent plus vulnérables une fois confrontés à l'affaiblissement du statut de mineur dans la société. Leur attachement à la mine semble être davantage le fruit d'habitudes et de contraintes; pour autant, ils ne sont pas prêts à la quitter sans un projet bien défini. Face aux restructurations, leur ancrage local (professionnel ou familial) ou leur ancrage d'origine acquiert une importance capitale et structure les réévaluations qu'ils font de leurs vies. Une partie des ouvriers d'origine rurale envisagent un retour éventuel sur leur terre natale et reconstruisent ou renforcent dans ce but les échanges socio-économiques avec leurs familles d'origine. Large et très hétérogène, cette catégorie semble avoir comme pilier une conception pratique de la stabilité. On peut y inclure aussi bien des mineurs de première que de deuxième génération, des ouvriers nés dans la Vallée ou originaires d'autres régions, ceux qui ont pris la *disponibilizare* à différents moments et qui ont définitivement quitté le bassin pour rentrer au village, et les mineurs qui comptent travailler jusqu'à la retraite ou pour une durée déterminée en fonction du temps qu'ils pensent mettre à réaliser leurs projets.

La figure du «mineur d'occasion» reflète la position de certains ouvriers, souvent jeunes, qui

ne se sont jamais adaptés au travail à la mine et ont peu intériorisé les valeurs qui lui sont attachées. Ils se caractérisent principalement par une conduite d'aventurier et un désir de mobilité. Attirés par les avantages matériels du statut de mineur ou contraints, faute d'autres options, de travailler à la mine, ils se sont pliés aux exigences du secteur au prix d'un effort qu'ils pensaient limité dans le temps. Ils occupent des emplois variés au fond de la mine ou en surface et se situent généralement parmi les échelons les plus bas de la hiérarchie ouvrière. Les restructurations répondent à la fois à une volonté réelle de sortir de la mine et à un esprit d'entreprise, les indemnités de départ étant perçues comme une occasion d'entamer quelque chose de nouveau, surtout de partir travailler à l'étranger. On les retrouve en grand nombre dans les premières vagues des *disponibilizări* dès 1997 mais également dans les séquences ultérieures; ils se distinguent par leur rejet explicite du travail à la mine, qu'ils manifestent par exemple par l'utilisation d'expressions comme «*je n'entre plus là-bas que si on y met des fenêtres*». Malgré les difficultés économiques qui touchent la plupart des ouvriers qui quittent les mines et qui se retrouvent obligés de rester dans la Vallée, ils ne regrettent pas leur décision et mettent en avant une certaine aversion pour le travail au fond.

La figure du «mineur déraciné» concentre les principales ambiguïtés et contradictions qui traversent la condition des mineurs en Roumanie. Elle se caractérise par un rapport flottant et indécis au travail à la mine, qui est le propre d'un ensemble d'ouvriers d'origine agricole qui n'ont pas pu ou su choisir entre leur univers social d'origine et la Vallée. Cette figure est marquée par l'instabilité et l'ambivalence entre deux mondes sociaux et symboliques différents, entre le village et la ville, entre le travail agricole et le travail minier. Elle désigne aussi bien une perte d'appartenance liée au lieu d'origine qu'une appartenance locale et professionnelle inachevée dans la Vallée. Les histoires de vie de ces hommes sont constituées de multiples hésitations, de divers changements d'emploi et, parfois, de plusieurs tentatives antérieures pour quitter la mine et le bassin charbonnier. C'est au moment des restructurations que cette ambiguïté se révèle pleinement avec des conséquences dramatiques (voir encadré 5). Nombreux parmi ceux qui ont répondu favorablement aux *disponibilizări* entre 1997 et 1999, ils ont subi douloureusement les répercussions de leur décision lorsqu'ils ont pris conscience de leur déracinement, car leur «chez moi» rêvé s'est révélé bien peu accueillant.

Encadré 5

«*Et l'idée de rentrer chez moi m'est revenue*»

Dans le récit de Tinu, chaque étape de sa vie d'adulte est ponctuée par une phrase récurrente : «*Et l'idée de rentrer chez moi m'est revenue.*» Né en 1959 dans l'est du pays, en Moldavie, il quitte son village natal pour entrer au lycée industriel. Abandonnant le lycée au bout de deux ans, il se voit obligé de racheter le contrat d'apprentissage signé avec une entreprise qui payait ses études et part en 1978 dans la Vallée du Jiu. «*En six mois, j'ai acquitté le contrat mais je n'étais plus attiré par la Moldavie, ici [dans la Vallée] il y avait de la tunc. [...] Le boulot, c'était vraiment du boulot mais j'étais jeune..., ça m'importait peu.*» Il travaille comme ouvrier peu qualifié dans l'abattage jusqu'à l'explosion de 1980 de la mine de Livezeni. Ouvrier ensuite sur différents chantiers hydrotechniques du pays, il retourne chez ses parents avec lesquels il a rapidement des conflits. Il retourne dans la Vallée en 1985 et y reste. Avec une femme au foyer et cinq enfants, sa vie n'est pas facile. Les indemnités de départ proposées en 1997 lui semblent être alors une solution inespérée pour payer les dettes accumulées et rentrer définitivement dans son village. Mais en octobre 1999, son désarroi est profond car les liens familiaux, garants de son projet de retour et leviers du partage successoral au sein de la fratrie, s'avèrent fragilisés : «*Mon père est mort le 18 juin..., et de crainte que je rentre et que je fasse scandale, [mes sœurs et ma mère] m'ont envoyé la lettre quatre mois après. [...] Je n'avais pratiquement rien à exiger, un morceau de terre, peut-être, pour bâtir une maison... à un moment donné. [...] Je n'ai pas toujours été un homme de la Vallée de Jiu, j'étais aussi un homme qui avait des droits à une place là-bas, à une partie [de l'héritage]. [...] Qu'est-ce qu'ils se sont dit ? Celui-là ne vient qu'une fois toutes les "je ne sais pas" combien d'années. Il vient et il part avec les sacs pleins. Y'a pas de place pour lui ici!*» En 1999, il travaille au noir quelques mois dans une entreprise de réparation de postes de télévision. Plus âgé que la moyenne des autres chômeurs, à 40 ans, il a des difficultés à trouver un travail salarié. Embauché après plusieurs années d'inactivité comme ouvrier non qualifié dans la construction de tunnels, il est victime en 2006, au bout de cinq mois de travail, d'un accident vasculaire cérébral (AVC) qui le paralyse à moitié. Il vit aujourd'hui, petitement, avec sa femme de sa retraite d'invalidité.

Recul de l'emploi et réaménagements identitaires

Le bilan démographique et socio-économique des restructurations dans la Vallée du Jiu est fortement négatif. Le nombre de salariés des mines s'élève en 2013 à environ 7 700. Mais depuis octobre 2013, de nouvelles *disponibilizări* vont réduire encore les effectifs, poussant vers la sortie 20% des 2 400 salariés restants des trois mines vouées à la liquidation imminente. En l'absence de mesures véritables de créations d'emplois, nous remarquons que trois phénomènes se sont accentués de manière dramatique. D'abord, le chômage, auquel les mineurs n'avaient jamais été confrontés jusqu'au début des restructurations, devient une réalité endémique, s'élevant, dans la première moitié des années 2000, à un taux global de 22% qui cache d'importantes disparités selon les tranches d'âge⁽²⁴⁾. Ensuite, le travail temporaire, précaire, mal rémunéré et souvent informel devient la norme pour une large partie des familles anciennement ouvrières du bassin. Enfin, les départs vers d'autres régions du pays ou à l'étranger renversent l'image traditionnelle de la Vallée de zone d'immigration en zone d'émigration, le bassin ayant perdu depuis 1997 plus d'un tiers de sa population⁽²⁵⁾.

Cette dernière section de l'article dévoile comment les expériences subjectives des restructurations varient dans le temps et entend montrer, d'une part, les effets des *disponibilizări* sur la valeur que les ouvriers accordent au travail à la mine et, d'autre part, les réaménagements identitaires qui s'opèrent en dehors de la mine sous l'influence d'une valorisation croissante des pratiques de consommation.

D'une trahison stigmatisée à une opportunité contrainte

L'importance accordée au travail à la mine au début des années 2000 se révèle au travers des réactions indigènes à l'égard de ceux qui l'ont quitté et qui ont été appelés aussitôt *disponibilizați* (i. e. personnes ayant été rendues disponibles).

Au début, la condamnation morale des «*profiteurs*» et des « *paresseux*»

Deux ans après le commencement des restructurations, en 1999, la figure du *disponibilizat* est investie de traits exclusivement négatifs qui éclairent la nature de la disqualification qui lui est

(24) Le taux de chômage s'élève à 38% pour les actifs âgés de moins de 30 ans (cf. «The Jiu Valley region : multi-dimensional assement», *Rapport de la Banque mondiale*, mars 2004).

(25) Au recensement de 2011, le bassin compte 114 665 habitants.

attachée. De manière générale, tous les mineurs interviewés à l'époque (et notamment les syndicalistes) reprochent à leurs ex-camarades de travail d'avoir choisi d'empocher les indemnités de départ. Leur hostilité explicite varie peu en intensité : dans le meilleur des cas, elle se réduit à des sentiments de pitié ; dans d'autres, la condamnation de l'acte est d'ordre stratégique, la précipitation des *disponibilizați* à accepter l'argent proposé annulant d'emblée la possibilité d'une négociation meilleure des conditions de départ. Pour la plupart cependant, la sanction est morale : quitter la mine représente, à leurs yeux, une déviation par rapport à la norme de travail conçue comme attitude morale et comme source d'honneur. C'est dans ce sens que plusieurs considèrent leurs ex-camarades comme des « *profiteurs* » et des « *paresseux* » et s'auto-attribuent, en revanche, l'image de « *vrais mineurs* » par une expression largement partagée : « *on est resté l'écume du métier.* » Ils accusent les *disponibilizați* d'avoir dérogé à une morale de travail qui va plus loin que l'intérêt économique immédiat :

« *T'es mineur tant que t'es mineur. Quand tu n'aimes plus le travail, c'est fini, t'es plus mineur, sinon pour quoi t'es parti ? Moi, c'est comme ça que je leur parle s'ils [les disponibilizați] veulent savoir pourquoi je leur montre pas du respect. Depuis que je suis venu à la mine, je me suis toujours occupé de mon travail, j'ai pris le taureau par les cornes. Et par rapport à ceux qui n'ont pas aimé le travail, j'étais toujours au-dessus. C'est pareil maintenant...* »

(40 ans, mineur chef de taille, mars 2000.)

Au tournant des années 2000, la rupture entre les mineurs qui restent et ceux qui quittent leurs postes se renforce sur fond de contexte économique défavorable. La reconversion et la création d'emplois dans le bassin se révèlent rapidement un leurre tandis que les taux d'inflation atteignent à l'époque des valeurs très élevées, ce qui renforce le sentiment des *disponibilizați* d'avoir été roulés⁽²⁶⁾. Les conditions de vie d'une grande partie des *disponibilizați* se dégradent visiblement ; une fois dépensées les primes de départ qui avaient pu faire auparavant l'objet de jalousies, l'arrêt des indemnités de chômage (limitées à neuf mois), ainsi que le retour dans la Vallée de ceux qui n'ont pas réussi à refaire leurs vies ailleurs, accentuent les divisions au sein de l'ancien groupe des mineurs. Ainsi, malgré l'hétérogénéité interne du groupe, ceux qui ont quitté la mine se retrouvent, au début, brutalement exclus de la communauté professionnelle. L'incidence de cette fracture sur l'action collective, désormais divisée, est manifeste. Les premières manifesta-

tions organisées sous l'égide de la toute nouvelle Association des *Disponibilizați*⁽²⁷⁾, qui compte en 1999 environ 2000 adhérents, ne reçoivent ainsi aucun soutien de la part des mineurs. Surtout, le rejet dont les *disponibilizați* font l'objet lors de la grève des mineurs de janvier 1999, suite à l'annonce des premières fermetures des mines, rend encore plus visibles les limites de la solidarité professionnelle :

« *Ils nous regardaient avec haine, comme si on était venu pour voler. Voler quoi ? Leurs sandwiches et leurs bières ? Tous nous regardaient comme si on était des tsiganes, prêts à prendre leur bouffe... Mais nous on était avec eux, pour leurs droits, car notre vie dépend aussi de l'avenir de la mine. S'ils tombent, on tombe. S'ils montent, espérons qu'on monte aussi. [...] J'ai vu des anciens collègues là-bas, ils étaient tous ensemble, ils bavardaient, buvaient des bières, comme autrefois. Aucun d'entre eux ne m'a pas dit : "Dumitre ! Viens nous rejoindre !" Ils n'ont même pas tourné la tête vers moi, me faire un signe d'amitié, de plaisanterie, rien.* »

(32 ans, ancien ouvrier au fond, chargé de différents travaux, de formation maçon, mars 2000.)

Ensuite, une opportunité de départ régulée collectivement

Les expériences subjectives des restructurations changent, à partir du milieu des années 2000, sous l'effet de plusieurs phénomènes. D'abord, les modifications du cadre législatif conduisent à un contrôle accru des réductions d'effectifs. Après le laisser-faire non encadré et non informé de 1997, les décrets ultérieurs confèrent conjointement au ministère de l'Économie et à la CNH la capacité de prédéfinir le volume de suppressions d'emplois en fonction des exigences budgétaires et des nécessités internes des mines. En outre, parallèlement aux évaluations du nombre de salariés désireux de partir, menées annuellement par les directions

(27) Créée en décembre 1997 par un ancien délégué syndical qui avait quitté le travail à la mine deux mois auparavant, l'association fait office de porte-parole des *disponibilizați* et présente au gouvernement une liste de revendications. Y figurent des initiatives d'ordre législatif pour faciliter la reconversion des *disponibilizați* en petits entrepreneurs, le maintien de certains droits miniers durant la période d'attribution des allocations de chômage (un repas chaud par jour ou l'équivalent monétaire, les primes accordées lors des fêtes de Noël et des réductions sur les tarifs d'électricité), une communication régulière avec les décideurs politiques et l'accès transparent aux informations les concernant, la retraite pour limite d'âge pour tous ceux qui remplissent les conditions à partir du 1^{er} janvier 1998, ou encore l'accès prioritaire à l'embauche dans des entreprises locales et à des contrats de travail à l'étranger. L'association dispose durant environ dix-huit mois d'un bureau dans les locaux de la LSMVJ. Elle est ensuite obligée de déménager dans l'enceinte de la mairie de Petroșani et se retrouve peu après sans local. Elle est touchée par un manque chronique de moyens financiers et, en janvier 2000, son président et son vice-président se déclarent « *décus* » et « *vaincus* ». D'après un procès-verbal signé en septembre 2004, l'association est reprise, après plusieurs années d'inactivité, par un ancien adjoint syndical de Miron Cozma qui disparaît avec les papiers et s'installe (selon les rumeurs) à l'étranger.

(26) Le taux d'inflation passe de 56,9% en décembre 1996, à 151,4% en décembre 1997, pour redescendre l'année suivante à 40,6%. Il se maintient au-dessus de 30% jusqu'en 2001. Source : OCDE (2002), *OECD Economic surveys: Romania 2002*, OECD Publishing.

et les syndicats, sont introduits, à partir de 2004, une série de critères pour trier les départs, ce qui permet à la direction de maîtriser la main-d'œuvre. Alors que l'on a favorisé constamment les retraites anticipées⁽²⁸⁾, les autres critères sont mobilisés, de manière différenciée selon les années, en fonction des besoins du moment : fautes graves, deux jours d'absence injustifiée, cumul de plus de 60 et 90 jours de congés médicaux pour trois diagnostics différents, refus de changer de lieu de travail suite à la réorganisation de l'activité, ou souhait du salarié. Comme le souligne l'actuel leader de la LSMVJ, le départ volontaire est maintenu comme critère de réserve ; par exemple, pour les restructurations d'octobre 2013, son application correspond au besoin de retenir dans les mines une partie des ouvriers qualifiés et expérimentés qui seraient autrement obligés de partir en retraite anticipée.

Si ces changements laissent entrevoir une amplification des pressions exercées sur le travail et une réorganisation des formes d'exercice du pouvoir au sein des mines, il serait toutefois simplificateur de considérer que les ouvriers perdent toute capacité de résistance. Après une période d'effondrement syndical entraîné par l'éclatement de la LSMVJ en 1999, suite à la deuxième arrestation de Miron Cozma, la recomposition progressive du mouvement minier au fil des années 2000 permet de parler aujourd'hui d'un certain « regain du syndicalisme » (OST, 2009). Selon différents représentants, la diversité syndicale et la compétition interne au sein du mouvement minier (plus de vingt syndicats affiliés à trois confédérations nationales) dissimuleraient des intérêts économiques et politiques privés, qui nuisent aux intérêts collectifs du groupe. Néanmoins, le taux général de syndicalisation reste important, s'élevant en 2013 à environ 90 %⁽²⁹⁾. En ce qui concerne les avantages matériels, les mineurs semblent relativement mieux protégés que les autres catégories d'ouvriers. D'une part, tout au long de la décennie, le salaire de base des mineurs reste nettement supérieur à la moyenne au sein du secteur industriel (les écarts varient entre 50 % et 100 %) et légèrement supérieur à la moyenne de celui de l'industrie extractive⁽³⁰⁾. D'autre part, dans les contrats collectifs, les indemnités spécifiques au travail de fond sont maintenues, ce qui rend les postes au fond de la mine plus attractifs financièrement (le salaire moyen brut du secteur souterrain est globalement supérieur de 10 % au salaire moyen

brut au sein de la CNH)⁽³¹⁾. Le gouvernement et la CNH évitent, en règle générale, les retards dans le paiement des salaires et des indemnités de départ, tout ajournement étant aussitôt sanctionné par des grèves ou des menaces de grève. Mais par rapport au dispositif de sélection des sortants, le pouvoir des syndicats reste limité, ce qu'illustrent les propos tenus par un leader syndical actuellement en poste :

« Il est difficile de démontrer que tel ou tel salarié ne doit pas être inscrit sur les listes de disponibilizare. On a eu une action de ce genre mais on a perdu. Je ne pense pas qu'on puisse parler d'un grand nombre de salariés inscrits abusivement. La mesure a été objective, le plus souvent, mais certainement, il y a eu un ou deux cas où cette mesure était contestable, enfin, en tout cas, c'est difficile de le prouver. »

(50 ans, ingénieur minier retraité, mai 2013.)

Ce glissement vers un vécu des restructurations sur un mode plus contraignant ressort également dans les récits recueillis auprès des mineurs. Les *disponibilizări* sont acceptées comme une réalité qui ne peut plus être remise en cause mais qui, en revanche, acquiert graduellement le sens d'une opportunité, dont le montant augmente alors même que le niveau de vie moyen dans la Vallée se détériore. La disparition définitive du terme de *disponibilizat* du répertoire local en faveur de l'expression *a băga ordonanța* (i. e. prendre l'ordonnance), s'associe à une interprétation des départs collectifs davantage sous l'angle des avantages pécuniaires. L'arrêt de l'inflation, ainsi que la relative amélioration des conditions d'indemnisation des chômeurs, font de l'acte de quitter la mine une contrainte potentiellement profitable. En outre, les pressions sur la hausse de la productivité du travail sont mal vécues et les témoignages font apparaître que les ouvriers sont convaincus d'une détérioration des conditions de travail et d'une augmentation des risques d'accidents dus aux méthodes d'exploitation employées.

Ainsi, aujourd'hui, la *disponibilizare* n'équivaut plus à une sortie du rang. Les restructurations ne s'accompagnent plus d'exclusion ni de stigmatisation, bien au contraire, elles font partie intégrante du travail minier et introduisent à la fois des pressions et des repères en fonction desquels les ouvriers réévaluent leur vie et leur identité.

Enjeux de dignité : travail versus pratiques de consommation

Comme le montrent bien Florence WEBER (1989) ou Olivier SCHWARTZ (1990), ce qui est toujours en jeu dans l'existence sociale des classes populaires, c'est d'affirmer que l'on est quelqu'un. Sous l'effet des transformations quantitatives et qualitatives du travail et de l'emploi dans la Vallée

(28) Un ouvrier qui a travaillé vingt ans au fond de la mine et qui est âgé de 44 ans peut bénéficier des primes de départ et des allocations de chômage, pendant douze mois, et demander ensuite la retraite.

(29) Les estimations du taux de syndicalisation données par les leaders syndicaux varient : il se situerait « entre 80 et 90 % », selon un des leaders, ou « au-dessus de 90 % », d'après un autre.

(30) Source : INS (<http://statistici.insi.ro/shop/>).

(31) Source : CNH. Il convient de rappeler que le « mineur » est l'ouvrier le mieux payé de la mine.

du Jiu, la question de comment reconstruire sa respectabilité et sa dignité en dehors de la mine est devenue centrale.

Perte de respectabilité et de solidarité des disponibilizați ?

Dès les premières restructurations, le problème s'est posé d'une manière radicale, et le plus souvent douloureuse, pour les *disponibilizați*. Les récits recueillis au tournant des années 2000 auprès d'une trentaine d'ouvriers qui ont quitté les mines et n'ont pas retrouvé d'emploi salarié stable ensuite, font ressortir nettement des sentiments d'humiliation et la conscience d'avoir perdu la légitimité sociale que le travail confère ; ils se sentent de fait marginalisés et stigmatisés. Les propos de Gigi, trentenaire et ancien aide-mineur, expriment bien cet état d'esprit (mars 2000) :

« Ça me gêne pas qu'ils passent à côté de moi sans me regarder, je m'en fous..., qu'ils répondent pas à mon salut, très bien..., mais plutôt ces idées-là, bêtes, ces idées dépassées, comme quoi eux, ils sont restés travailler à la mine, qu'ils sont quelqu'un. Non, on est tous les mêmes. Ils sont restés à la mine, moi, je suis parti, mais ça veut pas dire qu'ils ont un pied de plus ou des cornes, ou qu'à moi, des cornes ont poussé sur ma tête puisque je suis parti. Moi, je pense que je suis toujours un être humain, il n'est pas écrit sur mon front que je suis un disponibilizat. »

Rentré dans son village d'origine en 1998 pour changer de mode de vie et de travail, Gigi est retourné dans la Vallée à peine un an plus tard où il a dû reprendre tout de zéro. Il a réussi à s'installer avec sa famille dans l'immeuble dans lequel ils avaient habité auparavant, dans l'espoir de retrouver quelque chose de l'ancienne solidarité qui caractérisait les relations professionnelles et de voisinage dans le milieu minier. Mais le choc qu'ils ont ressenti est considérable, à tel point que Lena, la compagne de Gigi, parle à ce moment-là d'une mort sociale :

« Je pourrais tomber et mourir dans la rue sans que personne ne s'en aperçoive... Mes enfants mourraient de faim sans qu'un seul voisin d'ici leur donne un bout de pain. Didi [sa fille de 12 ans] s'est presque évanouie l'autre jour en sentant sur l'escalier l'odeur des chiftele [boulettes de viande] et j'ai dû m'humilier devant la porte de la voisine pour qu'elle m'en donne... »

Le couple est coupé de toute forme de solidarité familiale, professionnelle et même de voisinage et vit avec ses deux enfants au gré des revenus instables obtenus généralement par Gigi par l'acquisition et la revente plus ou moins illégale de vieille ferraille ainsi que par un emploi au noir dans une scierie. Les deux réalisent de véritables acrobaties pour s'en sortir et cherchent à tirer profit du moindre événement qui traverse leur vie. Les rapports d'entraide avec les proches, structurés antérieurement autour

du travail à la mine, sont quasiment absents. Les seules ressources qu'ils peuvent encore mobiliser sont le savoir-faire d'électricien de Gigi et leur propre force physique sur lesquels ils arrivent parfois à s'appuyer pour offrir la contrepartie nécessaire pour entamer des échanges économiques et sociaux. Leur sociabilité est extrêmement réduite sous l'effet conjugué du mépris, que la plupart des voisins et des anciens collègues de travail de Gigi leur témoignent, et du repli sur soi.

Cinq ans plus tard, en septembre 2005, malgré la vulnérabilité économique qui caractérise toujours leur condition, les propos qu'ils tiennent ne sont plus les mêmes :

Gigi : *« Ça n'existe plus ce truc du disponibilizat d'un côté et le mineur de l'autre côté. Il y a, tu vois, des mineurs qui sont partis [ont quitté le travail] cette année et sont déjà ou seront bientôt à la retraite, ça n'a plus rien à voir. L'argent non plus, c'est plus la même chose du tout qu'il y a sept-huit ans. »*

Lena : *« Ce n'est plus la même chose parce que je peux me sentir supérieure, oui, même si je n'ai pas l'argent et je ne suis pas mineriță [féminin du mot mineur employé pour désigner les femmes des mineurs] comme beaucoup de femmes d'ici, j'ai su peut-être m'en tirer mieux qu'elles... »*

La nature des changements qui ont lieu au cours des années 2000 s'éclaire par la dynamique de construction des réputations dans un milieu d'interconnaissance totale comme, par exemple, l'immeuble dans lequel Gigi et Lena habitent. Les observations ethnographiques menées après 2005 révèlent comment mineurs et anciens mineurs, ainsi que leurs conjointes, s'engagent quotidiennement dans la recherche et la défense de leur dignité et de la réaffirmation de soi face aux épreuves qu'ils traversent. Parmi les éléments qu'ils mobilisent pour forcer le respect et éviter d'être confrontés à la honte, deux se retrouvent en interaction, tantôt en rapport de complémentarité, tantôt en rapport d'opposition : le travail et les pratiques de consommation.

En ce qui concerne les hommes, la baisse des anciennes sociabilités professionnelles, formelles et informelles, structurées par et à travers la mine est manifeste ; à cela s'ajoutent un entrecouplement des lieux traditionnels de sociabilité masculins et féminins et un repli progressif sur l'espace domestique (voir l'étude sur les chômeurs du nord de la France, SCHWARTZ, 1990). Les mineurs se retrouvent, de plus en plus, pris dans des logiques de différenciation où le critère du travail s'efface devant les pratiques de consommation. Sous l'effet des *disponibilizări* et de l'affaiblissement du statut social du mineur, ils se voient moins armés symboliquement pour défendre leur respectabilité sur la base du travail et sont souvent confrontés à des injonctions d'ordre matériel pour prouver leur valeur sociale. Celles-ci se traduisent notamment par les crédits à la banque

et à la Caisse d'entraide réciproque (institution financière non-bancaire) que la grande majorité des mineurs de l'immeuble ont contractés pour pouvoir faire des travaux dans leurs appartements et acquérir des signes extérieurs de richesse. Le travail à la mine n'est pas seul garant de respectabilité, comme l'affirme par exemple, Marcel, mineur et ancien camarade de Gigi, après un conflit déclenché entre deux hommes dans la cour de l'immeuble :

« On est arrivé à se bagarrer comme les femmes ! Il n'y avait pas de ces choses avant, se manquer de respect entre nous comme ça et dire à un autre mineur qu'il n'a pas ceci, qu'il n'a pas cela, que sa maison est un trou et ainsi de suite. Moi aussi je rame pour payer les dettes, pour montrer que je ne suis pas plus bas que les autres, je pense que j'exploserais si je me prenais des mots comme ça dans la gueule. »

(33 ans, mineur, janvier 2007.)

Mise au travail des femmes de mineurs et consommation distinctive

Les pratiques de consommations captent toute l'attention des femmes et deviennent des critères ordinaires de distinction des ménages. Les conversations quotidiennes font apparaître la compétition continue dans ce domaine, que ce soit par rapport à la nourriture, à la marque des cigarettes, aux habits ou à l'aspect et à la décoration des appartements. Avant 1997, la plupart des femmes de l'immeuble étaient femmes au foyer, avec des expériences diverses, pendant leur jeunesse, d'ouvrières qualifiées ou non qualifiées. Les premières restructurations ont contraint les conjointes des *disponibilizați* à chercher du travail, les options à l'époque étant, cependant, très limitées : collecte de fruits des bois et de champignons, travail domestique ou agricole payé à la journée chez les *momârlani* (surtout durant les périodes de fauchage du foin), contrats à durée déterminée (CDD) précaires pour la municipalité (travaux de salubrité publique, de nettoyage et d'entretien des cours d'eau, etc.), ou travail informel et faiblement rémunéré dans les nouvelles entreprises d'habillement et de confection de chaussures où elles sont soumises au pouvoir arbitraire des employeurs. Les années 2000 connaissent une légère hausse du nombre d'emplois occupés par des femmes que les conjointes des mineurs actifs et des mineurs retraités commencent également à investir : emplois de vendeuses ou d'ouvrières non qualifiées ou peu qualifiées dans l'habillement et la petite industrie alimentaire, situés dans la Vallée et parfois dans des petites villes limitrophes. Toujours précaires et peu rémunérés, ils apportent cependant un revenu essentiel pour boucler les fins de mois, d'autant que les crédits à la consommation pèsent sur les salaires des hommes.

À certains égards, la centralité du souci consumériste dans les rapports sociaux évoqués ci-dessus conforte la thèse d'une attention croissante portée au

confort matériel au détriment d'une valorisation par le travail et s'inscrit dans un processus global caractéristique des sociétés postsocialistes (KIDECKEL, 2008). Cependant, il convient de noter que la « compétition médiocre », comme dirait Daniel MILLER (2001), pour l'acquisition de signes de prestige social est portée, pendant des années, par des individus et ménages aux ressources sociales et économiques comparables, qui, selon les contextes, trouvent dans le statut du mineur ou dans la nouvelle condition ouvrière des femmes, un rempart subjectif contre les failles de respectabilité. Elle maintient, en outre, dans une étroite interdépendance ce milieu d'interconnaissance. Durant ces dernières années, ce « champ de concurrence communautaire » (WEBER, 1989) semble être mis à l'épreuve sous l'influence des migrations de travail à l'étranger. C'est dans ce sens que l'on peut comprendre le regard que porte l'épouse de Marcel sur l'une des femmes de l'immeuble, compagne d'un collègue de travail de son mari qui, depuis cinq ans, enchaîne des contrats saisonniers dans le secteur agricole en Allemagne et rapporte ainsi des salaires plus élevés que les mineurs :

« C'est une dame, maintenant, elle ne nous connaît plus. Dieu nous garde, on n'arrive plus à sa cheville depuis qu'elle est partie. Quand tu l'entends parler ! Personne n'a, tu vois, un appartement comme le sien. »
(Épouse de Marcel, juillet 2012.)

*

* *

En revenant sur l'histoire des restructurations des mines de la Vallée du Jiu, cet article a eu pour ambition d'examiner les métamorphoses du groupe des mineurs à la fois dans une perspective diachronique et en variant les échelles d'analyse. Il a cherché à combler un écart relativement courant « entre les descriptions des ouvriers faites en termes de prolétariat occasionnellement conscient, actif et engagé dans l'action industrielle et la figure d'une classe de marginaux et de dépossédés en souffrance, vivant passivement la dissolution de leurs moyens d'existence et de leur identité collective » (STENNING, 2005, p. 989). Ce travail a permis de sonder les facteurs qui ont contribué à la division et à l'affaiblissement du groupe des mineurs, ainsi que les ressorts de sa continuité. D'abord, en s'intéressant tout particulièrement à la morphologie du groupe, il montre que sa déstructuration, devenue manifeste à la suite du déclenchement des restructurations, était, dans une certaine mesure, en germe dans ce que l'on pourrait appeler les contradictions du processus de formation de la classe ouvrière en Roumanie. Protégés, depuis la chute du régime socialiste, par un syndicat très influent, les mineurs se retrouvent néanmoins totalement vulnérables et désorganisés face aux premières restructurations de 1997 et choisissent de quitter massivement le travail à la mine, dévoilant

ainsi des rapports différenciés d'attachement au monde minier. Alors que le poids de l'héritage du socialisme d'État a été invoqué notamment, dans la littérature sociologique, en tant que variable explicative de la faiblesse du mouvement ouvrier à l'Est (CROWLEY, 2004; OST, 2009), cette étude donne à voir les répercussions de cet héritage sur les formes d'enracinement des ouvriers dans le milieu minier.

Ensuite, en suivant les restructurations au fil des années sous l'angle double de leur configuration sociopolitique et de leur vécu subjectif, cet article révèle les manières dont les mesures de réduction des effectifs participent à la sélection de la main-d'œuvre et expose ainsi les sens différents que revêt le dicton local «la mine trie ses hommes, il n'y a que les plus forts qui y sont restés».

Bibliographie

ALTAHBE G., BAZIN L. (1999), «Un paysage social incertain : la Roumanie postcommuniste. Entretien avec Gérard Althabe », *Journal des anthropologues*, n° 77-78, pp. 127-133.

ASHWIN S. (1999), *Russian workers: the anatomy of patience*, Manchester, Manchester University Press.

BAFOIL F. (1996), «La question silésienne : autonomie et restructuration industrielle», *Le courrier des pays de l'Est*, Paris, n° 413, pp. 63-75.

BAFOIL F. (2000), «La classe ouvrière postcommuniste. Des "héros au pouvoir" à l'exclusion des "petites gens"», *Genèses*, n° 39, pp. 74-97.

BAFOIL F. (2002), *Après le communisme. Faillite du système soviétique, invention d'un modèle économique et social en Europe de l'Est*, Paris, Armand Colin.

BARON M. (1998), *Cărbune și societate în Valea Jiului. Perioada interbelică*, Petroșani, Editura Universitat.

BEAUD S., PIALOUX M. (1999), *Retour sur la condition ouvrière. Enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard*, Paris, Fayard.

BURAWOY M., VERDERY K. (1999), «Introduction», in Burawoy M., Verdery K. (dir.), *Uncertain transition. Ethnographies of change in the postsocialist world*, Lanham, Rowman & Littlefield, pp. 1-17.

CRĂCIUN M., GRECU M. V., STAN R. (2002), *Lumea Văii. Unitatea minei, diversitatea minerilor*, Bucarest, Paideia.

CRĂCIUN M. (2002), «La umbra minei. Populația autohtonă din Valea Jiului», in Crăciun M., Grecu M. V., Stan R., *Lumea Văii. Unitatea minei, diversitatea minerilor*, Bucarest, Paideia, pp. 107-135.

CROWLEY S. (1997), *Hot coal, cold steel. Russian and Ukrainian workers from the end of the Soviet Union to the postcommunist transformations*, Ann Arbor, University of Michigan Press.

CROWLEY S. (2004), « Explaining labor weakness in postcommunist Europe: historical legacies and comparative perspective », *East European politics and societies*, vol. 18, n° 3, pp. 394-429.

CROWLEY S., OST D. (2001), « Making sense of labor weakness in postcommunism », in Crowley S., Ost D.

(dir.), *Workers after workers' states. Labor and politics in postcommunist Eastern Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield, pp. 219-233.

DOBRY M. (dir.) (2000), *Democratic and capitalist transitions in Eastern Europe. Lessons for the social sciences*, Dordrecht, Boston, Kluwer Academic Publishers.

DUNN E. (2004), *Privatizing Poland: baby food, big business, and the remaking of labor*, Ithaca, Cornell University Press.

FRIEDMAN J. R. (2003), *Ambiguous transitions and abjected selves: betrayal, entitlement, and globalization in Romania's Jiu Valley*, Thèse de doctorat, Duke University (non publiée).

FRIEDMAN J. R. (2007), « Shame and the experience of ambivalence on the margins of the global: pathologizing the past and present in Romania's industrial wastelands », *Ethos*, n° 35, pp. 235-264.

GLEDHILL J. (2005), « States of contention: state-led political violence in postsocialist Romania », *East European politics and societies*, vol. 19, n° 1, pp. 76-104.

GRECU M. (2002), «Am întâlnit moldoveni care au devenit oameni. Stigmatizarea și apartenența moldovenilor la comunitatea minerească», in Crăciun M., Grecu M. V., Stan R., *Lumea Văii. Unitatea minei, diversitatea minerilor*, Bucarest, Paideia, pp. 65-105.

GUILLAUME C., POCHIC S. (2010), «Les syndicalistes hongrois pris dans le tourbillon du marché : entre continuité des pratiques et apprentissages», in Aballéa F., Mias A. (dir.), *Mondialisation et recomposition des relations professionnelles*, Octarès, pp. 271-284.

KIDECKEL D. (2001), « Winning the battles, losing the war: contradictions of Romanian labor in the postcommunist transformation », in Crowley S., Ost D. (dir.), *Workers after workers' states. Labor and politics in postcommunist Eastern Europe*, Lanham, Rowman & Littlefield, pp. 97-120.

KIDECKEL D. (2002), « The unmaking of an East-Central European working class », in Hann C. (dir.), *Postsocialism: ideals, ideologies and practices in Eurasia*, London, New York, Routledge, pp. 114-132.

KIDECKEL D. (2008), *Getting by in postsocialist Romania: labor, the body and working-class culture*, Indiana University Press.

KIDECKEL D. et al. (2000), « A new “cult of labor” : stress and crisis among Romanian workers », *Sociologie Românească*, N° 1, pp. 142-161.

KORNAI J. (2001), « Obligation légale, non-exécution des contrats et contrainte budgétaire lâche », in Kornai J. (textes réunis et traduits sous la dir. de Chavance B. et Vahabi M.), *La transformation économique postsocialiste. Dilemmes et décisions*, Paris, Éditions de la Maison des sciences de l'homme, pp. 151-163.

MIHĂILESCU V. (2006), « Faire/taire le terrain auprès des “gueules noires” de Roumanie. De la production sociale des experts pendant le communisme et après », *L'ARA*, n° 56, pp. 32-42.

MIHĂILESCU V., GRECU M. (2001), « Unité de la mine, diversité des mineurs. Travail partagé et partage du travail dans le bassin minier de Petroșani », *Annuaire de la société d'anthropologie culturelle de Roumanie*, Bucarest, Paideia, pp. 9-18.

MILLER D. (2001), « Behind closed doors », in Miller D. (dir.), *Home possessions. Material culture behind closed doors*, Oxford, Berg, pp. 1-19.

MUNTEAN A. (2011), *Trade unions and labour relations in postcommunist Romania*, Thèse de doctorat en sociologie, soutenue à l'École nationale des sciences politiques et administratives, Bucarest (non publiée).

MURGESCU B. (2010), *România și Europa. Acumularea decalajelor economice (1500-2010)*, Bucarest, Polirom.

OST D. (2009), « L'après-communisme et le déclin du syndicalisme à l'Est : leçons de Pologne et d'ailleurs », *Sociologie du travail*, vol. 51, n° 4, pp. 536-557.

PLESZ M. (2012), *Le prix du marché : les générations et l'emploi en Europe centrale postcommuniste*, Paris, Éditions Petra.

RUS A. (2009), « Roumanie. Les minériades dans la mémoire des mineurs », in Heurtaux J., Pellen C. (dir.), *1989 à l'Est de l'Europe. Une mémoire controversée*, La Tour d'Aigues, Éditions de l'Aube, pp. 272-291.

SCHWARTZ O. (1990), *Le monde privé des ouvriers. Hommes et femmes du Nord*, Paris, Presses universitaires de France.

STEGAR I. (2007), *Valea Jiului : probleme si politici sociale*, Petroșani, Editura Focus.

STANCA D. (1935), *Intre două fronturi, 1914-1918*, Cluj, Editura Patria.

STENNING A. (2005), « Where is the postsocialist working class? Working-class lives in the spaces of (post-) socialism », *Sociology*, vol. 39, n° 5, pp. 983-999.

SURUBARU A. (2007), « Romania: labour market under external pressure », in Eyraud F., Vaughan-Whitehead D. (dir.), *The evolving world of work in the enlarged EU. Progress and vulnerability*, Geneva, International labour office, pp. 399-437.

SZNAJDER A. (2006), « Effects of EU accession on the politics of privatization – the steel sector in comparative perspective », in Kutter A., Trappmann V. (dir.), *Das Erbe des Beitritts. Mittel- und osteuropäische Gesellschaften nach dem Beitritt zur EU*, Baden-Baden, Nomos Verlag, pp. 209-231.

VASI I. B. (2004), « The fist of the working class: the social movements of Jiu Valley miners in postsocialist Romania », *East European politics and societies*, vol. 18, n° 1, pp. 132-157.

WEBER F. (1989), *Le travail à-côté. Étude d'ethnographie ouvrière*, Paris, Institut national de la recherche agronomique, Éditions de l'École des hautes études en sciences sociales.

Annexe

Graphique 1 : Les effectifs de la CNH, 1980-2009 (moyennes annuelles)

Source : CNH.

Graphique 2 : La part des départs collectifs dans les effectifs* de la CNH (1997-2011)

Source : CNH.

* Y compris les effectifs de deux mines de la région de Banat (Anina et Tebea), qui comptaient ensemble en 1997 environ 4 300 salariés.